



NPA POUR UN NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

20 janvier 2009

Comité pour un Nouveau Parti Anticapitaliste

Branche Santé 33

npa.sante33@yahoo.fr

LE RENDEZ-VOUS DU 29 JANVIER 10h30 Allées de Tourny

Le mécontentement qui gronde partout dans le pays a rendez-vous le 29 janvier, pour s'exprimer le plus puissamment possible lors de la journée interprofessionnelle de grève et de manifestations, à laquelle appellent la CGT, la CFDT, FO, la CFE-CGC, la CFTC, l'Unsa, Solidaires et la FSU. Il s'agit de faire de cette journée un mouvement d'ensemble de tous les travailleurs, les salariés du public comme du privé, précaires, chômeurs, jeunes, une grève générale qui prenne une dimension politique, celle de la contestation du gouvernement Sarkozy, entièrement dévoué aux fauteurs de crises, les patrons et les financiers. Le 29 sera la journée de convergence de toutes les mobilisations et des luttes pour dire que nous refusons de payer la crise.

Cette convergence des mécontentements, c'est aussi la convergence des exigences. Et c'est bien de cela qu'il s'agit de discuter dans toutes les réunions de militants, les assemblées générales pour préparer la mobilisation. Les directions des organisations syndicales en ont bien eu conscience, en lançant une « Déclaration commune de propositions et de revendications », mais leurs « mesures urgentes » sont bien en deçà des besoins.

Les travailleurs ont toute légitimité à revendiquer 300 euros net pour tous et qu'il n'y ait pas de salaires inférieurs à 1 500 euros net. Il n'y a aucune raison d'accepter les licenciements, qui n'ont d'autre but que de permettre aux patrons de sauvegarder leurs profits ou à l'État de faire des économies. Il faut interdire les licenciements, garantir à tous un emploi en partageant le travail existant et en embauchant dans les services publics. Imposer une augmentation générale des salaires et des retraites, la garantie d'un revenu et d'un travail pour toutes et tous. Voilà des exigences qui unifient toute la classe ouvrière, avec ou sans travail.

« L'idée d'accorder des facilités de crédit aux

entreprises est une bonne idée », se félicite Sarkozy en s'apprêtant, comme Merkel en Allemagne, à ouvrir aux patrons des crédits garantis par l'État. Pour les patrons et les banques, il faut toujours plus, pour les travailleurs, c'est toujours trop. Eh bien, il faut changer de logique. Il faut prendre sur les profits pour garantir un revenu et un emploi pour tous. Cela suppose de ne pas craindre de s'en prendre à la propriété privée, en plaçant sous le contrôle de l'État et de la population les banques et le crédit, en fermant le casino des financiers spéculateurs, la Bourse.

Sarkozy prétend que « la crise du capitalisme financier n'est pas la crise du capitalisme », pour s'en prendre à l'anticapitalisme, « la politique de la table rase ». « On doit moraliser le capitalisme et non pas le détruire », s'exclame-t-il ! Mais qu'est-ce donc le capitalisme, sinon le pouvoir de la finance sur l'économie et toute la société ? C'est bien ce pouvoir sans limite, antidémocratique, cette dictature qui est responsable de la crise globale et mondiale que connaît la société. C'est bien lui qui doit en payer les frais.

Le gouvernement sent le mécontentement du monde du travail. Le ministre de l'Éducation, Xavier Darcos, celui qui souhaitait ne pas être « le ministre de l'hésitation nationale », a dû reculer et suspendre la contre-réforme des lycées. Il a dû aussi faire une première concession aux enseignants du primaire à propos des Rased (enseignants spécialisés). Oui, le gouvernement n'est pas en position de force, pour peu que nous réussissions à surmonter les divisions, syndicales, entre secteurs, entre privé et public, pour unir nos forces autour d'un véritable programme pour les luttes.

Le 29 est un rendez-vous de mobilisation, de discussion, d'organisation, pour préparer la suite.

Pour les salariés de la santé :

Rendez-vous le 29 janvier 10h30
en face du Grand théâtre pour manifester
Tous ensemble !

POUR NOUS CONTACTER: 06.63.68.96.72 ou 06.62.63.63.74 ou
06.15.39.01.19



ECHOS DANS LA SANTE

Drames dans la santé, Sarkozy et Bachelot : responsables et coupables !

« Comme toujours en France, on ne regarde pas à l'intérieur du moteur ce qui se passe, on dit "il faut plus" ». C'est avec ce cynisme que Sarkozy et Bachelot ont adressé leurs vœux aux hospitaliers le 9 janvier alors que les suppressions de postes et la réduction des moyens de l'hôpital public menés depuis plusieurs années révélaient leur nocivité par une succession de drames.

Pour Sarkozy, ce ne sont pas les moyens mais une question d'organisation ! Avec une augmentation de 3 % du budget pour 2009, la dégradation des soins sera mécanique puisqu'il faudrait 4 % pour maintenir le même niveau de soin avec l'augmentation des médicaments, le coût des nouvelles thérapies, le vieillissement de la population et la revalorisation des salaires. Les vœux de Sarkozy, c'est donc la poursuite des suppressions de postes, fermetures de lits et d'hôpitaux de proximité.

Pour ce qui est de la réorganisation de l'hôpital public en entreprise rentable dont les mots clefs sont « retour à l'équilibre », « accroissement de la productivité » et « management », le pouvoir est à l'œuvre depuis de nombreuses années. Après le plan Juppé de 1995, qui avait inventé les agences régionales d'hospitalisation (ARH), la loi Douste-Blazy de 2004 (la logique d'assurance et les franchises), le plan « Hôpital 2007 » avec les « pôles » restructurant les services hospitaliers autour de chefs de gestion, et l'adoption de la tarification à l'activité introduisant une logique quasi commerciale, c'est la nouvelle loi Bachelot, qui pour couronner le tout, vise au démantèlement du service public de santé au profit du privé. Ce sont ces lois successives qui sont responsables des derniers drames dans les hôpitaux et ce malgré le travail des personnels hospitaliers pour assurer la même qualité de soins avec toujours moins de moyens.

Stopper la casse du système public, nécessite de se mobiliser avec l'ensemble des usagers, salariés du public comme du privé. Le 29 janvier exigeons que la crise ne soit pas payée par la population mais par ceux qui en sont responsables.

Colère des employés de la maternité de Pellegrin

Depuis plusieurs mois le personnel de la maternité et les syndicats ont alerté les cadres et la direction sur le manque de personnel et la mise en danger des patients et des agents !

La réponse de la direction est de dire : « téléphonez dans les étages pour demander de l'aide ! » Face à l'irresponsabilité et au désengagement de la direction, une grande majorité du personnel a manifesté un ras le bol en se mettant en grève le 5 janvier.

Aux revendications (embauche de 6 sages femmes, de 9 auxiliaires de puériculture), lors d'une assemblée générale, la direction a proposé un lissage de personnel... déshabiller Pierre pour habiller Paul ! Elle a rappelé les agents à leur domicile pendant leur repos...

Voici un exemple de ce que le gouvernement appelle l'organisation structurelle !

Autre exemple, il y a quelques jours une collègue aide-soignante a dû surveiller la sortie du placenta d'une maman, car la sage femme était partie dans une autre salle pour un autre accouchement... Ces situations sont inacceptables.

Il y a urgence la direction doit embaucher avant que d'autres drames ne surgissent, une direction avertie en vaut deux.

Grève au CTMR : une première bataille gagnée !

Les salariés du CTMR (Centre de Traitement des Maladies Rénales) venons de reprendre le travail après 26 jours de grève. Nous avons obtenu : une prime mensuelle de 75 € brut pour les secrétaires ; une augmentation de 64,8 € pour 40 % des IDE les plus mal payées ; une prime de chaussure annuelle de 50 € net pour les soignants.

Même si nous n'avons pas réussi à tout obtenir (entre autres une augmentation de 60 € brut pour tous), nous sommes fiers d'avoir fait reculer la direction, unis dans la lutte !

La presque totalité du personnel était en grève, IDE, AS, secrétaires, etc.... Cela faisait plusieurs mois que les négociations annuelles obligatoires n'aboutissaient pas, alors que le CTMR appartient au groupe « Générale de Santé » qui a pourtant versé 430 millions d'€ aux actionnaires en 2007.

La direction a essayé de remettre en cause notre droit de grève, en faisant réquisitionner presque tout le personnel par le préfet. Après plusieurs entrevues à la DDASS, elle a du placer des patients dans d'autres établissements, un manque à gagner pour les actionnaires.

Pour les négociations salariales de mars 2009, elle s'engage à « négocier sur les tranches de salaires les moins élevées ». Nous restons vigilants et maintenant elle sait à quoi s'attendre...

L'explosion des dépassements d'honoraires médicaux remet aujourd'hui en cause l'accès aux soins pour de nombreuses personnes. Ils représentent un poste bien plus lourds que les franchises, constituent un recul de la solidarité nationale et génèrent des inégalités d'accès aux soins voire des renoncements ! Il est urgent d'agir !

C'est pourquoi : la COSS33 (Coordination Santé solidarité en Gironde), qui regroupe 33 associations, organise une journée de débat :

« CONTRE LES DÉPASSEMENTS D'HONORAIRES MÉDICAUX, ENSEMBLE QUE FAISONS-NOUS ? »

le samedi 24 janvier 2009 de 14 heures à 18 heures

à la Salle Municipale du Grand Parc à Bordeaux (Place de l'Europe, près de la Poste).

A l'approche de la discussion parlementaire de la loi « Hôpital Patients Santé Territoires », sera présenté, lors de cette réunion, l'état des lieux des difficultés d'accès aux soins avec témoignages au quotidien, les positions du mouvement social et des partis politiques, et surtout d'adopter les actions qui paraîtront les plus unitaires et les plus large.